

Égalité . . .

Al-Wadi, 5 août 1934

La plus belle chose que contienne la dépêche télégraphique que le correspondant du Times envoya à son journal, traitant du récent voyage du chef de la délégation, c'est sa critique du chef pour avoir refusé de coopérer avec les autres partis d'opposition sur la base de l'égalité.

Cette critique est véritablement élégante, et mérite admiration, réflexion, et interprétation, d'une nature particulière. Car le chef de la délégation est, en vérité, un homme injuste — les Anglais le reconnaissent, et ses rivaux égyptiens le reconnaissent aussi — qu'il est le chef de la majorité du peuple, et qu'aucune conduite raisonnable des affaires du peuple n'est possible sans lui. Pourtant les Anglais lui disent, et ses rivaux égyptiens lui disent : qu'avez-vous donc à être injuste et dominateur, et à refuser de travailler avec les autres hommes politiques sur la base de l'égalité ? Les Anglais et les Égyptiens croient que le Wafd est une image démocratique authentique du peuple égyptien, et que les autres partis sont des images de diverses sortes de minorités — certaines authentiques, d'autres artificielles et fabriquées. Puis les Anglais disent, et certains Égyptiens disent au Wafd : qu'avez-vous donc à ne pas coopérer avec ces sortes de minorités, authentiques ou fabriquées, sur la base de l'égalité ?

Et le sens précis de cela est que ces Anglais et ces Égyptiens concèdent que mille est plus que dix, mais se demandent en même temps pourquoi mille ne serait pas égal à dix. Ils concèdent qu'il existe une majorité claire, évidente, et que la volonté de cette majorité est claire et évidente, puis se demandent pourquoi la majorité ne serait pas égale à la minorité, et pourquoi la volonté de la majorité ne se réduirait pas et ne céderait pas devant la volonté de la minorité. Ils concèdent qu'il existe des conditions naturelles qui existent parce que Dieu a voulu qu'elles existent, puis se demandent pourquoi ces conditions ne seraient pas renversées et changées, de sorte qu'un devienne égal à deux, que dix devienne égal à mille, et que la majorité devienne égale à la minorité. Et l'étrange est que, lorsque ces Anglais et ces Égyptiens se posent ces questions à eux-mêmes et aux autres, il ne leur vient jamais à l'esprit de répondre que ces conditions ne changent pas, parce que Dieu les a créées ainsi, et que si Dieu veut quelque chose, rien ne peut le faire revenir ; qu'un ne peut égaler deux, parce que la nature des choses a toujours

voulu, et voudra toujours, qu'un soit la moitié de deux ; et qu'une majorité ne peut égaler une minorité, parce que Dieu a fait l'esprit humain de telle sorte qu'il conçoive la disparité naturelle entre le grand nombre et le petit nombre.

Il ne leur vient jamais à l'esprit de donner ces réponses à ces questions — bien qu'elles comptent parmi les choses les plus simples et les plus élémentaires, et bien que, si ces mêmes questions leur étaient posées dans leur propre vie privée ordinaire, ou dans toute affaire publique en dehors de la politique égyptienne, ils n'hésiteraient pas à secouer la tête, à hausser les épaules, et à se moquer de quiconque voudrait renverser l'ordre de la nature et altérer les faits des choses. Cela tient à ce que ces Anglais, et leurs amis égyptiens, croient entre eux que les choses ne devraient pas suivre leur cours naturel en Égypte, comme elles suivent leur cours naturel dans d'autres pays — soit parce que le cours naturel des choses en Égypte signifierait que les affaires du peuple appartiennent au peuple, et que la démocratie en Égypte deviendrait chose sérieuse plutôt qu'un jeu, et la vie constitutionnelle en Égypte une réalité plutôt qu'une chimère ; et voilà, semble-t-il, une chose que les Anglais détestent, et qu'ils ne peuvent digérer ni accepter avec sérénité. Soit parce que, si les choses suivaient leur cours naturel en Égypte, les affaires du peuple reviendraient à la majorité du peuple plutôt qu'à sa minorité, et les rênes du gouvernement passeraient au chef de la délégation et à ses compagnons, plutôt qu'à ceux des Égyptiens qui s'opposent et rivalisent avec eux. Et ces Égyptiens ne peuvent, au fond d'eux-mêmes, se sentir à l'aise avec la véritable démocratie, ni se réconcilier, entre leur propre conscience, avec la place que Dieu leur a allouée — celle d'une minorité d'opposition, face à une majorité gouvernante. Car ils se voient eux-mêmes comme les intelligents ; ils se voient eux-mêmes comme les capables ; ils se voient eux-mêmes comme plus aptes à gouverner, plus habiles à conduire les affaires, et plus dignes de se voir confier la crise de l'Égypte.

Et ainsi se préfèrent-ils eux-mêmes à ce qui est juste, et se placent-ils au-dessus de la démocratie, et cherchent-ils à atteindre le pouvoir par un chemin détourné, faisant croire aux gens qu'ils sont démocrates, et défenseurs d'une véritable vie constitutionnelle, alors qu'en vérité ils sont des aristocrates, n'appelant pas à la vie constitutionnelle, mais au règne de la minorité sur la majorité.

Voilà, semble-t-il, la véritable explication de cette élégante critique que les Anglais, et certains Égyptiens, adressent au chef de la délégation,

et à ses compagnons parmi les fidèles wafdistes. Et il est clair que cette critique, si elle peut se comprendre venant des Anglais, ne peut se comprendre venant des Égyptiens. Car les Anglais sont des colonisateurs, et de par la nature même de leur position, ne peuvent se sentir à l'aise avec la liberté de l'Égypte, ni se sentir en sécurité devant sa jouissance d'un véritable gouvernement démocratique, ni trouver le moindre réconfort dans la maîtrise du peuple sur ses propres affaires, la confiance du peuple en lui-même, et la foi du peuple en ses propres droits — car tout cela menace le colonialisme, restreint la portée de l'autorité anglaise, et pousse l'Égypte vers la véritable, sincère indépendance qu'elle désire. Il n'est donc pas surprenant que les Anglais se sentent à l'étroit devant le Wafd et son chef, ni qu'ils exigent que la majorité se réduise elle-même pour égaler la minorité, ni qu'ils recourent à la violence et à l'intrigue, s'en servant toutes deux pour écarter la majorité du pouvoir, si elle refuse de se soumettre à ce qu'ils veulent.

Tout cela peut se comprendre venant des Anglais, et les Égyptiens le comprennent parfaitement, et y résistent comme il se doit — mais cela ne peut se comprendre venant des Égyptiens eux-mêmes. Car s'ils veulent vraiment l'indépendance pour leur pays, et se soucient réellement que leur pays soit véritablement libre, et sont sincères dans ce qu'ils proclament être des défenseurs de la liberté et des gardiens de la constitution, alors ils savent parfaitement que le chemin vers l'indépendance, la liberté et le gouvernement constitutionnel réside précisément en ceci : que les affaires du peuple appartiennent à la majorité du peuple, non à sa minorité ; que mille Égyptiens pèsent plus que dix ; et que le droit de mille pèse plus que le droit de dix. Et ils le savent parfaitement, car ce sont des hommes d'intelligence, des hommes de capacité — et ceux chez qui se rejoignent l'intelligence et la capacité ne demeurent pas ignorants des choses simples, ni n'ignorent les principes élémentaires. Alors, que signifie donc leur exigence que la majorité soit rendue égale à la minorité ? Que signifie donc leur insistance pour que le chef de la majorité renonce aux droits mêmes de cette majorité, pour nulle autre raison que de leur permettre une part du pouvoir qu'ils veulent, réclament avec insistance, et dont ils ne peuvent se consoler d'être privés, mais dont ils ne peuvent non plus assumer seuls les fardeaux ? Il vaudrait mieux, ce serait plus raisonnable, et bien plus conforme à l'intelligence, qu'ils déclarent simplement ne pas aimer la démocratie, ne pas l'approuver, ne pas l'accepter comme système de gouvernement, et préférer le règne de la minorité au règne de la majorité. S'ils le faisaient, ils mettraient leurs opinions en accord avec

leur conduite, feraient correspondre leurs paroles à leurs actes, et seraient sincères tant dans ce qu'ils dissimulent que dans ce qu'ils proclament — et les Égyptiens sauraient alors comment les contester dans leur opinion, ou comment les soutenir en elle.

Et plus étrange encore que tout cela, que les Anglais reconnaissent que le chef de la délégation est un homme courageux, que le chef de la délégation est un homme intègre, que le chef de la délégation est un homme ferme dans ses convictions, ni vacillant ni vaincu — pour ensuite lui demander des choses qui ne conviennent ni au courage, ni à l'intégrité, ni à la fermeté. Car ce n'est pas un acte de courage que Mustafa al-Nahhas, chef de la majorité, sacrifie les droits mêmes de cette majorité simplement pour satisfaire les Anglais, ou pour satisfaire une minorité d'Égyptiens ; ni n'est-ce un acte d'intégrité que Mustafa al-Nahhas, dépositaire des droits du peuple, marchande ces droits simplement pour satisfaire les Anglais et une minorité d'Égyptiens ; ni n'est-ce un acte de fermeté dans la conviction que Mustafa al-Nahhas, convaincu que les affaires du peuple doivent appartenir à la majorité du peuple, déclare ensuite que les affaires du peuple devraient appartenir à une infime minorité des propres fils du peuple, simplement pour satisfaire les Anglais et une faction d'Égyptiens.

Voilà qui est étrange en vérité, bâti sur la contradiction et la confusion, sur la préférence de l'intérêt personnel, et la poursuite des désirs passagers. Pourtant, ce qui est en jeu n'est ni la satisfaction ni le mécontentement des Anglais, ni la satisfaction ni le mécontentement de la minorité ; c'est plutôt, d'une part, la satisfaction de ce qui est juste, et la culture d'un caractère politique sain dans le peuple, d'autre part ; et, sur un troisième front, convaincre les Anglais et leurs amis que le réveil égyptien n'est ni un jeu ni une plaisanterie. Car ce qui est juste exige que les affaires du peuple appartiennent à la majorité dans tout pays démocratique, et c'est là la propre position du Wafd, dont il ne s'écartera jamais, et la propre politique du chef de la délégation, sur laquelle il ne transigera jamais. Et la culture d'un caractère politique sain exige du Wafd et de son chef une insistance sur les droits du peuple, et une fermeté à les défendre. C'est là aussi la doctrine du Wafd, dont il ne s'écartera jamais, et la politique du chef, qu'il ne contestera jamais. Et convaincre les Anglais et leurs amis que l'Égypte ne s'est pas réveillée pour s'amuser, mais s'est réveillée pour lutter jusqu'à ce qu'elle remporte l'indépendance, exige du Wafd et de son chef que les droits et les espoirs du peuple ne soient jamais soumis au marchandage, ni transformés en

objet d'achat et de vente. C'est là aussi la doctrine du Wafd, dont il ne s'écartera jamais, et la politique du chef, dans laquelle il n'acceptera ni dispute ni débat. S'il doit y avoir quelque échange, s'il doit y avoir discussion et dispute, alors que les droits du peuple lui soient d'abord restitués, et que la démocratie soit établie en Égypte sur son fondement véritable et solide — et ce n'est qu'ensuite qu'il pourra y avoir échange, dispute et débat entre les partis, sur les questions secondaires et détaillées qui touchent la vie quotidienne des gens. Mais les droits suprêmes des nations sont au-dessus de la discussion, et au-dessus de la dispute.

Taha Hussein

Al-Wadi, 5 août 1934.